



## Conseil de sécurité

Distr.  
GÉNÉRALE

S/1996/366\*  
5 juin 1996  
FRANÇAIS  
ORIGINAL : ANGLAIS

---

LETTRÉ DATÉE DU 22 MAI 1996, ADRESSÉE AU SECRÉTAIRE GÉNÉRAL PAR LES  
REPRÉSENTANTS PERMANENTS DE LA NAMIBIE ET DE LA RÉPUBLIQUE-UNIE DE  
TANZANIE AUPRÈS DE L'ORGANISATION DES NATIONS UNIES

Nous avons l'honneur de vous transmettre ci-joint un mémorandum sur la question du Sahara occidental que le Front Polisario adresse aux membres du Conseil de sécurité (voir annexe) et vous serions reconnaissants de bien vouloir faire distribuer ce mémorandum comme document du Conseil de sécurité.

L'Ambassadeur,

Représentant permanent de la  
République de la Namibie auprès  
de l'Organisation des Nations Unies

(Signé) Tunguru HUARAKA

L'Ambassadeur,

Représentant permanent de la  
République-Unie de Tanzanie auprès  
de l'Organisation des Nations Unies

(Signé) Daudi MWAKAWAGO

---

\* Nouveau tirage pour raisons techniques.

ANNEXE

Mémoire daté de mai 1996 concernant les derniers faits relatifs au plan de paix de l'Organisation des Nations Unies et de l'Organisation de l'unité africaine pour le Sahara occidental établi par le Front populaire pour la libération de Saguia el-Hamra et du Rio de Oro

Le plan de paix ONU/OUA pour le Sahara occidental va entrer, dans les prochaines semaines, dans la phase la plus critique qu'il ait connue depuis le moment où il a été approuvé par le Conseil de sécurité en juin 1991.

Le référendum sur l'autodétermination envisagé dans ce plan par l'Organisation des Nations Unies, en tant que solution pacifique au conflit de décolonisation du Sahara occidental, a été renvoyé sine die, en décembre 1991, du fait de la volonté marocaine d'y faire obstruction et de le modifier, pour légitimer son occupation illégale du territoire sahraoui.

On sait que le plan de paix original a été modifié unilatéralement lorsque sa clause la plus importante, aux termes de laquelle le recensement espagnol de 1974 (organisé par l'Espagne avant son retrait) était l'unique base de détermination du corps électoral, a été remplacée par de nouveaux critères relatifs aux électeurs, qui permettent au Maroc d'inclure sur les listes une population marocaine transférée précédemment au Sahara occidental. Comme l'ont montré les événements, cette modification radicale a porté un coup fatal à la perspective d'un référendum libre et juste au Sahara occidental.

UN RAPPORT DÉCISIF : LES CAUSES D'UN ÉCHEC POSSIBLE

L'annonce par le Secrétaire général de l'Organisation des Nations Unies dans son prochain rapport au Conseil de sécurité, le 15 mai 1996, de l'échec et du retrait de la MINURSO est une éventualité sérieuse et presque inévitable.

Quelles sont les causes de cet échec?

Elles tiennent essentiellement à la conjugaison d'une opposition ouverte du Maroc à un référendum libre et juste et à un manque de fermeté surprenant de la part de la MINURSO dans l'administration du plan de paix. Ce manque de fermeté a conduit à une situation dans laquelle rien ne peut être proposé ni fait sans l'approbation de la puissance qui occupe le territoire. Cet élément de dépendance totale, dissimulé et nié en toutes circonstances par la MINURSO, est apparu peu à peu et son existence est désormais parfaitement évidente aux yeux de l'opinion publique internationale.

Cet échec imminent peut s'expliquer par des causes immédiates et des causes lointaines :

1. Parmi les premières, l'opposition catégorique du Maroc au principe de la transparence dans l'administration du processus de paix a été un facteur de caractère décisif.

On sait que, dans le rapport qu'il a présenté en janvier 1996 au Conseil de sécurité, le Secrétaire général a décidé que la MINURSO communiquerait aux deux

/...

parties, le Maroc et le Front Polisario, la liste des personnes identifiées jusqu'à présent par la Commission d'identification comme ayant le droit de vote lors du prochain référendum (S/1996/43, par. 16).

La décision du Secrétaire général était sage et entièrement justifiée. La transparence est un élément essentiel et un principe de base de toute opération de paix menée par l'Organisation des Nations Unies. La non-application de cette décision suscitera des questions légitimes et portera gravement atteinte à la crédibilité de l'organisation internationale chargée de l'opération référendaire.

Le Front Polisario avait fait à cette décision un accueil sans réserves. Le Maroc toutefois s'y est catégoriquement opposé. Ce veto marocain a paralysé la MINURSO et a confirmé le manque d'indépendance de l'Organisation des Nations Unies dans l'administration du processus de paix. Les conséquences de cette action sont extrêmement graves pour l'ensemble du processus de paix, car sans transparence il ne peut y avoir de référendum libre et juste.

Ce comportement injustifié du Royaume du Maroc est le dernier d'une série d'obstructions qui montrent clairement que la puissance occupante refuse d'accepter, aujourd'hui comme à l'avenir, la tenue d'un référendum sur l'autodétermination en tant que solution au conflit de décolonisation au Sahara occidental.

2. Parmi les causes lointaines de l'échec imminent du processus de paix, il convient de signaler, comme on l'a vu, l'introduction d'une modification radicale dans le plan de paix original en décembre 1991, le transfert massif dans le territoire de colons marocains, le refus d'un dialogue direct avec le Front Polisario et les déclarations faites par des autorités marocaines de haut niveau selon lesquelles elles n'accepteront pas le résultat d'un référendum en faveur de l'indépendance.

Ces éléments d'information et d'évaluation semblent montrer que le processus de paix était dès le début condamné à l'échec du fait que l'ONU n'était pas disposée à agir.

Plusieurs observateurs internationaux indépendants, notamment Human Rights Watch (lettre au Conseil de sécurité en date du 19 septembre 1995), sont arrivés à la conclusion que le Maroc avait manipulé l'opération référendaire. L'ancien numéro 2 de la MINURSO, l'Ambassadeur des États-Unis, M. Frank Ruddy, est parvenu aux mêmes conclusions, qu'il a exposées devant le Congrès des États-Unis en janvier 1995. C'est peut-être aussi pour cette raison qu'il a été empêché de faire une déclaration devant la Quatrième Commission de l'Assemblée générale des Nations Unies en octobre 1995. Par ailleurs, des journaux, notamment le New York Times du 5 mars 1995, ont fait observer que rares étaient ceux qui croyaient que le Maroc renoncerait au Sahara occidental, quelle que soit l'issue du référendum.

## L'IDENTIFICATION DES ÉLECTEURS : LE COMMENCEMENT DE LA FIN

Dans tout référendum, et d'autant plus s'il s'agit de décolonisation, c'est le corps électoral qui est l'élément le plus important, avec les circonstances de la consultation et les conditions dans lesquelles elle se déroule.

I. Le Front Polisario, animé d'un esprit de coopération avec l'Organisation des Nations Unies pendant les négociations qui ont conduit au plan de paix, a accepté que le Maroc conserve 65 000 soldats, en plus de son personnel administratif et de ses colons, pendant la période de transition. Les médiateurs de l'ONU ont assuré le Front Polisario que pour faire pièce aux pressions militaires administratives qui s'exerçaient ainsi, il était extrêmement important de prêter foi et de faire confiance à l'autorité morale et politique de l'Organisation.

Un accord très net est ensuite intervenu sur la question de la composition du corps électoral. Cet accord dispose que "Tout Sahraoui âgé de 18 ans révolus enregistré dans le recensement espagnol de 1974 a le droit de voter". Le recensement en question a relevé une population d'environ 75 000 personnes. C'est cet accord qui a en fait permis l'élaboration du plan et la création de la MINURSO.

II. Une fois entreprise la réalisation du plan, une fois entré en vigueur le cessez-le-feu du 6 septembre 1991, une fois fixée la date du référendum de 1992, le Maroc est revenu sur ses engagements et a commencé de transférer dans le territoire ses propres citoyens, par vague de plusieurs milliers, afin de les faire figurer sur les listes électorales.

L'ONU a choisi de se taire face à cette infraction au plan de paix qui, entre autres circonstances, a conduit à démissionner le Représentant spécial du Secrétaire général, M. Johannes Manz, Ambassadeur de Suisse. Quatre mois plus tard, le 19 décembre 1991, le Maroc a imposé à l'ONU un critère de sélection des électeurs qui donnait le droit de vote à la population marocaine nouvellement installée.

Depuis, la porte reste ouverte pour que se tienne un plébiscite dont le corps électoral aura été constitué selon les vœux du Royaume du Maroc. La présentation par les autorités marocaines de 181 000 demandes d'inscription sur les listes à la Commission d'identification de la MINURSO n'était que la manifestation numérique d'une manœuvre frauduleuse préméditée (voir appendice).

III. Après près de deux années de travail dans les circonstances suspectes imposées par le Maroc, la Commission d'identification n'a pu examiner que 60 000 demandes sur un total de 242 000, dont 181 000, on l'a vu, avaient été présentées par les autorités marocaines comme émanant de soi-disant Sahraouis.

Les demandes présentées par le Maroc ne répondent pas aux conditions fixées dans le plan de paix d'origine, ni à celles que préoyaient les "propositions de compromis" de l'actuel Secrétaire général, présentées en juin 1993, à savoir précisément que les requérants sont tenus de prouver qu'ils appartiennent à une sous-fraction sahraouie représentée dans le recensement de 1974.

Pendant tout ce temps, les autorités marocaines ont fait la preuve qu'elles s'étaient lancées dans une stratégie frauduleuse à grande échelle, dont le point culminant a été le refus catégorique du Maroc de permettre à la Commission d'identification de publier et de communiquer aux deux parties les conclusions précises de la première phase de l'identification des électeurs.

Cette volonté d'opacité de la part du Maroc montre qu'il cherche à imposer une procédure incompatible avec les exigences d'un référendum libre et juste et contraire aux vœux de la communauté internationale.

#### PERSPECTIVES

Le plan de paix initial, dont la crise a commencé en décembre 1991 parce que le Maroc a dérogé aux desseins que le plan devait servir, était entaché dès l'origine de graves ambiguïtés qui n'ont jamais été levées malgré les multiples demandes du Front Polisario.

Parmi ces ambiguïtés, il y a celles qui concernent le code de conduite qui régit la campagne électorale, l'internement des soldats dans leurs quartiers, la présence d'observateurs et de journalistes internationaux et, surtout, les mécanismes qui doivent garantir le respect du résultat final du référendum.

Tout cela montre pourquoi le processus de paix au Sahara occidental s'est engagé sur une voie qui, malheureusement, le mène droit à l'échec.

Le Front Polisario était persuadé que l'autorité morale et politique de l'Organisation des Nations Unies, qui lui vient de la responsabilité qu'elle a dans la décolonisation du Sahara occidental, ne céderait pas devant le défi marocain. Cette confiance s'est manifestée dans la grande souplesse dont le Front a fait preuve au cours de l'élaboration du plan de paix et dans les efforts incessants entrepris pour épargner à celui-ci les divers détournements dont il a fait l'objet depuis la violation de 1991.

L'insolence et l'obstination avec lesquelles le Maroc continue à "manipuler l'opération référendaire", selon l'expression de Human Rights Watch, sont devenues scandaleuses au moment où ce pays s'est opposé à la publication de la liste des électeurs déjà identifiés.

De surcroît, tant l'attitude du Gouvernement marocain, qui a refusé sans motif d'entamer avec le POLISARIO des pourparlers directs qui auraient facilité l'application du plan de paix, que son intention avouée de ne pas respecter un référendum qui ne lui assurerait pas à l'avance un résultat favorable à ses propres intérêts montrent qu'il y a bel et bien une partie responsable de l'échec du plan de paix.

L'Organisation n'a pas pu ou n'a pas voulu réagir avec fermeté devant les abus du Maroc. Au contraire, son laisser faire a permis à ce pays d'agir comme bon lui semblait.

Ainsi donc, l'incapacité où se trouve l'ONU d'organiser un référendum juste et libre et l'inconséquence de son implication dans la fraude, que souhaitait le Maroc, sont des manifestations de son échec.

/...

Selon les médias internationaux, l'Organisation des Nations Unies se prépare à annoncer la fin de sa mission pour l'organisation d'un référendum au Sahara occidental (MINURSO), alors que des observateurs indépendants viennent de déclarer que "de graves violations des droits de l'homme ont continué d'être commises par les forces de sécurité marocaines au Sahara occidental, en violation des traités internationaux relatifs aux droits de l'homme ratifiés par le Maroc et malgré la présence depuis 1991 de la Mission des Nations Unies pour l'organisation d'un référendum au Sahara occidental (MINURSO)" (Amnesty International, 18 avril 1996, MDE 29/04/96).

On ne peut dire que cet échec est dû au manque de ressources financières ou à l'absence de coopération de la part des deux parties. Tous les États Membres des Nations Unies, et en particulier ceux qui sont membres du Conseil de sécurité, connaissent bien la raison véritable de ce qui pourrait devenir l'échec le plus célèbre de l'Organisation des Nations Unies. Cette raison est parfaitement claire : le manque de fermeté de l'ONU face à l'intransigeance du Maroc.

Un retrait partiel de la MINURSO qui ne laissera sur place que la composante militaire est non seulement le symbole d'un échec, qui aurait pu et aurait dû être évité, mais montre aussi à quel point l'ONU est l'otage des desiderata du Maroc.

Jusqu'ici, le contingent militaire de la MINURSO a eu la responsabilité, conformément au plan de paix, de surveiller le cessez-le-feu, qui est la première étape du processus devant aboutir au référendum.

Une fois qu'il est devenu manifeste qu'il était impossible d'organiser un référendum libre et juste, le maintien du cessez-le-feu sans perspective de référendum ne servira qu'à donner une bénédiction internationale à l'occupation illégale du territoire. Cela est contraire à l'engagement de l'ONU en faveur de la décolonisation.

Toute autre option, qui ne prendrait pas en considération la nature coloniale du problème et ne recueillerait pas l'appui des deux parties, ne serait ni réaliste ni souhaitable. En outre, elle engagerait tant l'Organisation des Nations Unies que le Conseil de sécurité sur la voie de l'unilatéralisme, ce qui serait là encore contraire aux principes consacrés dans la Charte des Nations Unies.

Le Front Polisario considère que l'attitude du Maroc non seulement empêche la poursuite du processus de paix dans la transparence et la crédibilité, mais risque aussi de faire dérailler ce processus et donc de provoquer une crise majeure.

Le peuple sahraoui ne désire pas la guerre et continuera de déployer tous les efforts possibles pour arriver à une solution juste et pacifique du conflit dans la perspective d'une décolonisation durable du Sahara occidental. Au besoin cependant, le peuple sahraoui fera tout pour défendre son droit à l'autodétermination et à l'indépendance.

La communauté internationale a la responsabilité de mener le processus à bien, afin de prévenir une crise régionale dont les dimensions seraient dangereuses et imprévisibles. À cet égard, une action décisive doit être menée en tenant compte des considérations qui suivent :

1. Le problème est un problème de décolonisation. La puissance occupante doit respecter le droit à l'autodétermination du peuple sahraoui et renoncer à ses tentatives de remplacement de ce peuple par une population marocaine.
2. Le processus d'identification des électeurs peut reprendre, à condition qu'il se déroule dans la transparence. La transparence est la principale garantie de crédibilité. Le Maroc a peur de ce principe sacré, mais l'ONU ne devrait pas le craindre.
3. Un appel doit être lancé aux deux parties au conflit afin qu'elles engagent des négociations directes sous les auspices de l'Organisation des Nations Unies afin de régler les problèmes en suspens. Les négociations faciliteraient la tâche de l'ONU et de l'OUA s'agissant d'appliquer le Plan de règlement de manière transparente.

APPENDICE

I. Le Plan de règlement (rapport S/21360 du 18 juin 1990) indique ce qui suit au sujet de l'identification :

— Par. 25 :

"En vue de faciliter le recensement des Sahraouis, le Secrétaire général établira, en consultation avec le Président en exercice de l'OUA, une commission d'identification chargée d'examiner soigneusement et scrupuleusement le recensement de 1974 et de le mettre à jour".

— Par. 27 :

"Le rôle de la Commission d'identification des Sahraouis sera :

a) D'examiner soigneusement le recensement effectué par les autorités espagnoles dans le territoire en 1974 et de le mettre à jour;

b) De procéder aux calculs de l'accroissement réel de la population sahraouie au cours de la période allant de la date du recensement susmentionné à la date de l'organisation du référendum en tenant compte des éléments suivants :

i) Naissances, décès;

ii) Déplacement des populations sahraouies."

II. Lorsque le cessez-le-feu est entré en vigueur en septembre 1991, le Maroc a commencé, en violation des dispositions des paragraphes 71 et 72 du Plan de règlement, de transférer des dizaines de milliers de citoyens marocains au Sahara occidental afin de les inclure dans le processus d'identification. En dépit de ce nouveau fait accompli, le Secrétaire général de l'ONU, M. Pérez de Cuéllar, a arrêté (dans son rapport publié sous la cote S/23299, en date du 19 décembre 1991) de nouveaux critères d'admissibilité à voter, qui ne s'inscrivaient pas dans le cadre défini par le Plan de règlement.

Ceux qui seraient habilités à voter en vertu de ces nouveaux critères entraient dans les cinq catégories ci-après :

1. Personnes dont les noms figuraient sur la liste révisée du recensement de 1974;
2. Personnes qui résidaient dans le territoire comme membres d'une tribu sahraouie au moment du recensement de 1974, mais n'avaient pas alors été dénombrées;
3. Membres de la famille proche des personnes de ces deux premiers groupes (père, mère et enfants);

/...



4. Personnes de père sahraoui né dans le territoire;
5. Personnes, membres de tribus sahraouies appartenant au territoire, qui y avaient résidé pendant six années consécutives ou par intermittence pendant une durée cumulative de 12 ans avant le 1er décembre 1974.

Quant à l'application de ces critères, le Secrétaire général précisait au paragraphe 21 de son rapport publié sous la cote S/23299 que "la Commission aura avant tout à l'esprit le fait qu'aux fins de l'identification pratique, c'est l'appartenance d'une personne à un groupe familial (sous-fraction d'une tribu) implanté dans le territoire [...] qui prévaudra pour déterminer le droit de participation au référendum".

Le rapport de décembre 1991 avait été établi en violation patente du plan de paix original et satisfaisait manifestement aux desiderata du Maroc. Alors que l'opération d'identification n'aurait dû s'étendre qu'à 74 902 personnes dénombrées lors du recensement de 1974 et quelques centaines de personnes qui auraient atteint l'âge de 18 ans lors du référendum (février 1992), les nouveaux critères (en particulier ceux visés en 4) et 5) ci-dessus) ouvraient la porte à des dizaines de milliers de nouveaux venus en provenance du Maroc. Les autorités marocaines affirmaient que ces gens étaient d'"origine sahraouie" et qu'elles pouvaient le "prouver" sur la base du témoignage oral de chioukhs. Peut-être, mais qui sont les chioukhs? Que sont les sous-fractions de tribus implantées dans le territoire?

III. La période de décembre 1991 à juin 1993 a été consacrée à l'interprétation des critères. Cette opération a débouché sur les "propositions de compromis du Secrétaire général" (rapport S/26185 du 28 juillet 1993).

Dans ce texte, le Secrétaire général réaffirmait les cinq critères et précisait ce qui suit :

a) Une sous-fraction de tribu implantée dans le territoire est "une sous-fraction incluse dans le recensement de 1974". Cette interprétation provenait d'un document officiel du Maroc. L'appartenance à une sous-fraction incluse dans le recensement de 1974 constitue cependant une condition préalable à l'identification.

b) En ce qui concerne les preuves :

"À titre exceptionnel, dans le cas où l'intéressé n'est pas en possession des documents précités ou dispose de documents espagnols incomplets ou insuffisants, la Commission d'identification pourra juger de son admissibilité à voter en tenant compte du témoignage des chefs de tribu."

c) En ce qui concerne les chioukhs : "Les chioukhs des sous-fractions incluses dans le recensement de 1974 seront seuls habilités à témoigner auprès de la Commission d'identification...".

IV. En dépit de réserves exprimées publiquement, le Front Polisario a accepté de coopérer sur la base du compromis présenté par le Secrétaire général. La

/...

Commission d'identification a commencé de travailler en août 1994 et, en décembre 1995, était parvenue à identifier quelque 62 000 personnes (40 000 dans les territoires occupés et 22 000 dans les camps de réfugiés sahraouis). L'opération a été interrompue depuis lors.

À ce stade, il y a lieu d'appeler l'attention sur les données suivantes :

a) Le recensement espagnol de 1974 avait classé les tribus par ordre alphabétique (A, B, C, D, E, F, G, H, I, J).

Les sept premières tribus (A à G) étaient divisées en sous-fractions (A11 à A62, B11 à B81, C11 à C35, D11 à D22, E11 à E21, F11 à F51, G11 à G61).

Les tribus H, I et J, en revanche, n'étaient pas divisées en sous-fractions, ce qui rend l'identification de leurs membres impossible dans le cadre du compromis du Secrétaire général. C'est ainsi que H41, H61 et J51/52 définissent des groupes de tribus (H41 un nombre indéterminé de tribus, H61 plus de 17, et J51/52 près de 62). Le problème des sous-fractions et des chioukhs se pose donc encore une fois.

b) Les personnes qui ont déjà présenté des demandes sont au nombre de 242 000. On compte 61 000 personnes dénombrées lors du recensement de 1974 et encore en vie. Il convient de faire observer que les différents recensements auxquels les autorités coloniales espagnoles ont procédé dans le territoire au cours d'une période de plus d'un siècle ont donné les résultats suivants :

—	24 563	habitants	en 1955
—	33 439	"	en 1963
—	37 500	"	en 1964
—	54 178	"	en 1965
—	59 777	"	en 1970
—	74 902	"	en 1974.

c) Le Maroc a présenté 181 000 demandes sur 242 000. Parmi les requérants, 100 000 vivent encore au Maroc. À en croire le Maroc, ces prétendus Sahraouis auraient été expulsés par les autorités espagnoles pendant la période coloniale. Comment s'expliquer alors que tous les intéressés n'aient pas regagné la mère patrie après que les Espagnols eurent quitté le territoire et que le Maroc l'eut annexé?

Qui plus est, 110 000 demandes marocaines émanent de tribus ou de groupes de tribus des catégories H, I et J. Il convient de rappeler que le nombre total des personnes appartenant à ces tribus qui ont été dénombrées lors du recensement espagnol est de 8 000 environ (soit 14 % de l'effectif). Les membres des tribus considérées représentent maintenant 45 % de tous les requérants, majoration à laquelle ne saurait conduire aucune actualisation plausible du recensement espagnol. Cette curieuse anomalie se retrouve au demeurant dans le cas du groupe H61, dont les membres dénombrés étaient 536 lors du recensement espagnol, et qui compte maintenant 56 000 personnes si l'on en croit les demandes présentées, dont 46 000 vivent encore au Maroc.

/...

d) La proposition de compromis présentée par le Représentant spécial par intérim et le Secrétaire général en ce qui concerne l'identification de certains groupes controversés (H41, H61, J51/52) sur la base d'"un document publié par les autorités compétentes à l'intérieur des frontières internationalement reconnues du territoire avant 1974" (lettre au Conseil de sécurité publiée sous la cote S/1995/924) a été rejetée par le Maroc.

V. Il ressort de ce qui précède que le Maroc s'efforçait d'obtenir l'appui de la communauté internationale dans l'intention de détourner le processus de son objectif initial (l'autodétermination de la population du Sahara occidental) pour en faire un simple plébiscite par des citoyens marocains.

Le Maroc, qui s'était initialement engagé à se conformer au principe susmentionné, s'en est ultérieurement écarté et, chose plus grave encore, a usé du veto pour empêcher l'ONU d'assurer la poursuite du processus d'identification de façon transparente et équitable, comme le Secrétaire général le préconisait au paragraphe 16 de son rapport de janvier 1996 (S/1996/43) : "[...] il a été décidé que la Commission prendrait des dispositions pour communiquer aux deux parties, sous une forme appropriée, une liste des requérants identifiés jusqu'à présent comme ayant le droit de vote ainsi qu'une liste des requérants encore à identifier".

Demandes de participation au référendum : tableau explicatif

	Total	Sahara occidental (zones occupées)	Sahraouis dans les zones libérées et les camps de réfugiés	Maroc	Mauritanie	Augmentation par rapport aux chiffres du recensement de 1974
Nombre total de requérants	242 000	85 140	42 300	98 371	16 189	
dont personnes dénombrées lors du recensement de 1974	61 000	28 080	27 000	1 000	5 000	181 000 (296,72 %)
Requérants des sous-fractions de tribus A, B, C, D, E, F et G	131 738	47 854	38 252	37 869	7 863	
dont personnes dénombrées lors du recensement de 1974	53 100	22 800	25 700	580	4 020	78 638 (148,07 %)
Requérants des groupes de tribus H41, H61 et J51/52	76 472	17 786	1 706	53 590	3 390	
dont personnes dénombrées lors du recensement de 1974	2 200	1 200	200	50	750	74 272 (2 921,45 %)
Requérants des autres tribus H, I et J	43 790	19 600	2 342	16 912	4 936	
dont personnes dénombrées lors du recensement de 1974	5 708	4 000	1 100	378	230	38 082 (668,38 %)

-----